

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa.

S O M M A I R E

Appel aux Peuples du Caucase	**
Le problème des Nationalités en Union So- viétique	<i>Dr. Mir Yacoub</i>
Le « bluff » formidable des trois « plans quinquennaux »	<i>Jean Charlet</i>
Les relations entre l'Ukraine et la Moscovie du point de vue historique et de Droit	<i>Prof. A. Yacovliv</i>
Simptômes menaçants	<i>A. Toptchibachi</i>
Staline et l'armée rouge	**
Lettre de Géorgie	**
La Conférence du prof. M. Slavinsky sur la question des nationalités en U. R. S. S.	**
Persécutations au Caucase	**
La fête de l'indépendance du Caucase	**
Revue de la presse	**
<i>Chronique : Azerbaïdjan - Ukraine</i>	

Direction et Administration :
1, Square Léon -Guillot - Paris (15)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Appel aux Peuples du Caucase

Il y a juste dix-neuf ans, en ce joli mois de Mai, que le fracas des chaînes étrangères, qui venaient d'être brisées, a retenti dans les vallées et les montagnes du Caucase. Tous les peuples du Caucase, dans un élan unanime s'étant dressés au nom de la liberté, renversèrent le joug russe.

Chaque nation, divisée de par la volonté d'un sort historique, renonce aujourd'hui résolument à son particularisme. Il y renonce avec enthousiasme pour prendre place sur la scène historique comme formation nationale unique.

Aux républiques du Caucase, souveraines et indépendantes, qui venaient de se constituer, le monde civilisé s'empessa de faire bon accueil. Mais l'ennemi perfide veillait, il observait de loin toutes choses. Tout comme la Russie tsariste, la Russie bolchéviste accueillit avec hostilité la renaissance de nos peuples. Deux mondes se trouvèrent en présence : le Caucase et Moscou; la liberté et la tyrannie. Une victoire éphémère fut l'apanage de cette dernière. Le Caucase

perdit sa liberté et la tyrannie triompha.

La cause de l'asservissement de ces peuples ressuscités fut l'absence d'unité de front entre eux.

Ce fut pour nous une amère leçon, une leçon qui nous montra la voie vers la victoire : la création d'une Union confédérative unique du Caucase et d'un organisme central libérateur, unique issue, impérieusement dictée par l'expérience historique.

Le Conseil de la Confédération du Caucase entre en scène en déployant l'étendard de la liberté sur tout le Caucase.

Sur quoi reposent nos espoirs ?

Sur deux faits indiscutables : sur la volonté inébranlable de nos peuples d'être libres et sur l'effondrement inévitable de la domination moscovite. Nous voyons d'une part la fermeté morale de nos peuples, d'autre part - la décomposition et l'extermination mutuelle de nos ennemis. Avidé de liberté, le Caucase est dur comme un roc, il reste à son

poste. Seize années de tyrannie inouïe n'ont pu avoir raison de lui. Jusqu'à ce jour, le mois de mai reste le phare de la liberté, l'étendard flottant au vent. Sur cette base, chaque peuple en particulier, et tous en même temps forment une seul et unique camp militaire.

Le front national des peuples du Caucase est un fait accompli. Et une poignée de désorganiseurs ayant rêvé de dissocier de l'intérieur cette union, travaille contre le Caucase, au profit de ses ennemis.

Le front unique d'un Caucase unifié est le gage de notre victoire. La concentration des forces caucasiennes est exigée non seulement par les leçons du passé, mais aussi et surtout par les perspectives du moment. Le pouvoir soviétique s'achemine à grands pas vers sa ruine; il est condamné par l'histoire à une disparition rapide. Où est son successeur ? Quel pouvoir surgira sur ses ruines ? Telles sont les questions qui se posent. Au régime bochevik succèdera une autre tyrannie; après l'impérialisme rouge viendra l'impérialisme

noir, à moins que ne triomphent les aspirations des peuples asservis. Arriveront-ils à conquérir la liberté et leur indépendance ? Là est le problème du moment présent.

Le Caucase dans son entier, en étroite union avec tous les peuples opprimés de la Russie soviétique, nous permettra de sortir vainqueurs du chaos qui servira de transition.

Le Conseil de la Confédération Caucasiennne s'adresse aux peuples du Caucase et leur demande de se serrer autour d'un seul drapeau, afin d'être prêts à répondre à l'appel de l'histoire. Levant bien haut l'étendard de la lutte, il les exhorte à marcher la main dans la main vers la victoire et la liberté.

A bas le joug moscovite !

Vive la liberté des peuples !

Vive le front unique du Caucase !

Vive la Confédération indépendante du Caucase !

*Le Conseil de la Confédération
du Caucase*

Le problème des Nationalités en Union soviétique

Le 8 mai dernier, sur l'initiative du « Comité d'Amitié des peuples de l'Ukraine, du Caucase et du Turkestan », le publiciste, Prof. M. A. Slavinsky, a fait une conférence sur le « problème national d'Etat en URSS ». Cette conférence avait attiré un nombreux auditoire, désireux d'entendre le conférencier parler d'un sujet tout d'actualité auquel s'intéresse toute l'opinion publique.

Afin de convaincre plus efficacement l'auditoire sur le rythme du mouvement national, le conférencier fit un bref résumé historique du séparatisme parmi les peuples de l'ancien Empire russe. Par cela même il voulait établir une corrélation entre ce qui s'est passé au dernier siècle et ce qui se passe en ce moment afin d'en retirer des déductions pour l'avenir.

Dans sa remarquable conférence, M. Slavinsky souligna nettement que la révolution se présente sous différents aspects chez les « Grands-Russiens » et chez les « non-Grands-Russiens ». Si la révolution a pris la forme du bolchevisme chez les Russes, elle a par contre pris un caractère national chez les non-Russes. La responsabilité de l'état actuel des choses en Russie incombe uniquement aux « Grands-Russiens ».

Chez les « Grands-Russiens », souligne le conférencier, la révolution est en elle-même l'expression de l'effondrement de l'Empire et de la conception de l'Empire. Et si actuelle-

ment, la révolution sociale est terminée en URSS, la révolution nationale continue et ses résultats en seront la reconnaissance officielle du démembrement de l'ancien Empire russe.

La révolution en Russie a quelque analogie avec celle qui s'est produite en Europe, au cours du XIX^e siècle lorsque, parallèlement aux mouvements sociaux se développaient les mouvements nationaux. La lutte pour l'unité de l'Allemagne et pour la liberté en Italie, l'affranchissement des peuples balkaniques, la renaissance de la Pologne, la création de l'Etat tchécoslovaque sont autant de manifestations de la lutte glorieuse qui s'est poursuivie pour la réalisation du principe des nationalités.

La marche des événements suffit pour indiquer quelle sera l'issue de la révolution dans l'Empire russe. Nous n'insisterons pas sur le contenu de la conférence, qui sera publié ultérieurement dans notre revue; nous nous bornerons seulement à reproduire la conclusion du conférencier :

La solution définitive du problème national d'Etat en U. R. S. S. selon M. Slavinsky, serait on ne peut plus simple, on ne peut plus facile. Il serait vite résolu si les Grands Russiens reconnaissaient l'échec de toutes leurs tentatives en vue de créer un Etat fédéral unique et si, renonçant à leurs rêves insensés, ils faisaient face à la réalité, s'ils limitaient leurs illusions aux frontières

de leur Etat national grand-russien, s'ils s'éprenaient de patriotisme uniquement grand-russien, ils constitueraient, à l'exemple des Caucasiens, des Ukrainiens, des Turkestaniens, etc. l'unité du peuple grand-russien. Si au moment de l'apparition du bolchevisme ces questions avaient été tranchées et que d'un commun accord, Grands Russiens et nationalités autres que la nationalité Grand-Russienne eussent dit : « Rentrons, chacun chez nous, dans notre Etat national, et occupons-nous de nos propres affaires » le problème national serait aujourd'hui résolu. Malheureusement les « survivances impérialistes » qui subsistent parmi les démocrates grands-russiens ne se sont pas atténuées. Tout accord est impossible. Il n'est pas possible de se séparer à l'amiable... »

Il semblait que les représentants grands-russiens qui assistaient à la Conférence auraient dû désarmer en présence de la saine logique du conférencier et des faits indiscutables de la rigoureuse logique historique des événements. Ils auraient dû, ce nous semble accepter froidement l'historique inévitable et s'incliner devant la marche desdits événements, reconnaître entièrement le droit des peuples à une complète séparation d'avec la Grande-Russie et dire : « Oui, nous n'aurions pas voulu cela, mais il est des choses qui dépassent nos forces ! » car enfin, les mouvements nationaux en Europe et en Amérique ayant pu se réaliser la Russie ne saurait faire une exception. Une telle solution du problème répond non seulement aux intérêts des nationalités, mais à la juste conception des intérêts du peuple

russe, lui-même. L'histoire a démontré, en effet, que la libération des peuples est l'accomplissement logique de la marche des événements, aussi est-il de toute nécessité que les hommes politiques russes qui travaillent effectivement au bonheur de leur peuple renoncent enfin à l'idée préconçue de conserver à tout prix un lien quelconque, sous une forme ou sous une autre, avec les autres nationalités de l'ancien Empire russe. Mais cela leur est impossible attendu qu'ils n'ont jamais eu, pas plus qu'au moment présent, la sagesse pratique que nous trouvons aujourd'hui chez les Anglais.

Et voici que par la voie de M. A. F. Kerenski, ils ont décidé de nous répondre dans son journal « *La Nouvelle Russie* ». Dès le début de sa critique, M. Kerenski dit : « Hélas cela a été une louange sur la tombe encore fraîche d'un cher disparu... L'on se demande pourquoi avait-on besoin de nous inviter, nous « Grands-Russiens » à cette réunion pour le repos de l'âme ?.. Pour nous dire une fois encore, pour la centième fois, que nous sommes les tristes héros d'un sombre passé ».

Comme tous les hommes politiques russes, M. Kerenski ne cesse à son tour de compromettre par tous les moyens le mouvement national des peuples de l'ancien Empire russe en répétant que le « démembrement de la Russie entraine dans le plan de nos anciens ennemis, pendant la guerre, ainsi que dans celui de certains nouveaux Etats. On s'étonnait même de voir que dans certains pays on encourageait le séparatisme anti-russe ». M. Kerenski en fait retomber la faute sur les séparatistes qui

travaillent dans les différents centres européens. *Nous devons, avant tout, réfuter avec la dernière énergie l'affirmation qui prétend que le séparatisme de ces peuples est l'œuvre d'Etats étrangers.* Rien de semblable ! Le sentiment national est bien plus profond chez les peuples non-Grands-Russiens, que chez les Grands-Russiens. Ce sentiment est inné en eux. Il n'est pas un article d'importation, mais bien un élément qui répond à leur civilisation nationale. Le sentiment national chez les séparatistes ne faiblit point, bien au contraire, ce sentiment s'amplifie de jour en jour, prenant même des formes dynamiques. Ces peuples ont leur propre culture et leur civilisation est supérieure à celle du peuple russe. Faut-il rappeler que du sein du peuple azerbaïdjanien, par exemple, il y a plusieurs siècles, ont surgi des poètes tels que Khagani, Nizami, Feleki, plus tard Fizouli, que la Géorgie a donné Chota Roustaveli dont les chefs-d'œuvre font l'admiration de l'humanité civilisée, alors que les Russes en étaient encore, en ces temps lointains, au début de l'écriture !..

Admettons pour un instant que des puissances étrangères viennent en aide aux séparatistes, est-ce qu'une situation semblable n'a jamais été constatée dans l'histoire des peuples ? A-t-on oublié que le mouvement national des Grecs, dans les vingt premières années du dernier siècle, qui devait amener le soulèvement de la Grèce contre l'Empire Ottoman, commença sous l'influence de la Russie, avec son assentiment et avec l'appui moral de la pensée progressiste russe de l'époque ? Nul n'ignore que le

centre du mouvement grec était Odessa, ville située sur le territoire de l'Empire russe. N'est-ce point cette même Russie qui a soutenu tous les peuples balkaniques qui luttaient contre la Turquie, pour leur affranchissement ? N'est-ce pas cette même Russie qui luttait contre l'Autriche-Hongrie, contribuant ainsi à sa décomposition et prêtant son appui aux peuples slaves pour se séparer d'elle ? Est-ce que le mouvement libérateur dans l'Amérique du Sud n'a pas été soutenu par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord d'où est sortie l'indépendance complète de nombre d'Etats ? Et dans un passé récent, au cours de la Grande Guerre, est-ce que M.M. Massaryk et Benès n'ont pas vécu à Paris d'où ils ont lutté contre l'Autriche-Hongrie ?

Nous ne pensons pas que M. Kerenski fasse quelque objection à la conduite de M.M. Massaryk et Benès. Mais alors, il ne faudrait pas qu'il y eût deux poids et deux mesures. Un principe est un principe. Il doit être appliqué en toute circonstance et en tous lieux.

M. Kerenski se réjouit du fait que les intérêts de certaines nationalités non grands-russiennes ne concordent pas et que les « Grands-Russiens », pour des raisons d'Etat, toutes particulières, observent une attitude différente envers lesdites nationalités et groupements. Comment concevoir cette phrase ? Au lecteur de juger, mais en ce qui nous concerne nous pouvons dire à M. Kerenski que les méthodes « *divide et impera* » sont de nos jours dessuètes. Plus que jamais, les peuples ont conscience de leur communauté d'intérêts. L'unité des peuples du Caucase en est un élo-

quent exemple; leur alliance, toute défensive avec l'Ukraine, le Turkestan, l'Idel-Oural, et autres peuples est un gage en vue d'une meilleure garantie de leur indépendance. Ces peuples n'ont jamais eu recours au « cliquetis des armes » et ils ne songent pas y recourir. Ils s'enfermeront à l'intérieur de leurs frontières nationales et ne songeront en aucune façon de tenter une agression contre les Grands-Russiens. Ils n'en ressentent du reste aucune nécessité, mais ils seront prêts à défendre leur indépendance, leur « maison nationale » en cas de besoin, et ils ne reculeront devant aucun sacrifice. Attribuer une hostilité quelconque des non Grands-Russiens envers les Grands-Russiens, c'est créer parmi ces derniers une animosité envers ces peuples et les dresser les uns contre les autres.

A la fin de son article, M. Kerenski nous propose un accord « garantissant les intérêts de toutes les nations contractantes » sur les bases suivantes :

« I. *Les parties contractantes excluent de leurs considérations et dans la pratique la force des armes.*

II. *Les parties contractantes s'engagent à défendre, toujours ensemble leur liberté politique, nationale et d'Etat, ainsi que leur indépendance, et de ne jamais conclure d'accord qui serait dirigé contre les intérêts vitaux de l'une d'entre les parties.* »

Eh bien, soit ! nous ne songeons

nullement à élever une muraille de Chine entre les Grands-Russiens et nous. Nous concevons parfaitement que les Etats politiques libres ne sont pas condamnés à un isolement complet. Après avoir établi et régularisé leur vie intérieure, ils seront certainement en raison de lois économiques mondiales, obligés d'entrer en relations entre eux et avec cette même Russie. Mais ces relations se feront sur un pied d'égalité, sur un pied d'Etat indépendant avec un autre Etat indépendant. Selon toute probabilité les représentants des Etats nationaux seront prêts, lorsque le moment viendra, pour signer un traité semblable à ceux que la Turquie et la Yougoslavie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie, l'Espagne et l'Argentine ont signé. Mais des relations d'ordre international basées sur des facteurs économiques, géographiques ou de tout autre caractère ne peuvent en aucun cas être comparées au statut des dominions britanniques dont parle M. Kerenski.

Il ne faut pas non plus oublier que la plus grande partie des dominions britanniques sont des territoires habités par la race anglo-saxonne en majorité, race qui par conséquent possède la même langue et la même culture et sert de soudure entre les diverses parties de l'Empire.

Rien de semblable parmi les peuples de l'ancienne Russie qui différaient par la race, la culture et la religion. C'est pourquoi, seuls des pourparlers engagés sur un pied de bon voisinage peuvent être envisagés.

Dr. MIR YACOB.

Le „bluff” formidable des trois

„plans quinquennaux”

Lorsque vers la fin du premier plan quinquennal, les dirigeants de l'Union Soviétique se rendirent compte de son échec, on crut assez habile, pour masquer l'échec, de proclamer que le plan avait été terminé plus tôt et qu'un second plan quinquennal s'imposait de suite.

Le même subterfuge vient d'être employé récemment. « Le second plan quinquennal — proclame-t-on maintenant — est terminé en quatre ans. En avant, pour le troisième plan quinquennal. Et vivent les Soviets ! »

Malheureusement, les chiffres — et nous ne parlerons ici que des chiffres officiels, publiés par les Soviets — infligent un démenti cuisant à la mégalomanie bolchéviste. On affirme avoir terminé le second plan quinquennal et on continue néanmoins à travailler d'après ce plan, toujours avec un rendement très inférieur aux prévisions. Nous allons citer des chiffres et des voix critiques — en nous basant uniquement sur la très officielle *Pravda*, qui signifie « Vérité ». La *Pravda*, organe du Comité Central du Parti, vient de fêter les vingt ans de son existence. Ce journal jouit, pour le moment, du redoutable privilège de pouvoir et, ce qui est mieux — de devoir critiquer toutes les faiblesses du régime économique de l'URSS. Cela nous change un peu des éloges, dont les dirigeants soviétiques s'étaient toujours gavés.

AGRICULTURE

Dans le cadre d'un article nous devons nous borner à citer quelques traits, les plus saisissants et les plus caractéristiques. Commençons par l'agriculture qui reste, tout de même, la base de l'URSS.

Pour une fois, nous allons nous servir d'un autre organe officiel, les *Izvestia* («Nouvelles»). Dans le numéro du 6 avril 1937 un grand mystère nous est révélé : celui de la disparition subite de centaines de milliers d'hectares. Tous les jours des dépêches venant de province, annoncent que des terrains labourables ont disparu...

Ces événements extraordinaires se multiplient : dans 25 rayons de l'Ouest du pays 112.369 hectares ont disparu. Là, où les fonctionnaires sont plus « concienzueux », il se bornent tout simplement à porter les terres labourables du registre comme « forêts » ou « marécages ».

Voilà les instructions très singulières du camarade Matieransky, administrateur des finances dans les provinces de l'Ouest. « Cette année, vous avez porté — a-t-il dit aux ingénieurs du cadastre — cent mille hectares labourables comme forêts et marécages. C'est loin d'être suffisant ! Il aurait fallu doubler au moins ce chiffre pour que nous puissions exécuter le plan prévu d'ensemencement ».

Et maintenant, voici pour le travail agricole effectif. D'après les statistiques officielles — publiées par toute la presse soviétique — au 5 mai 1937, on a ensemencé 61 % du plan, contre 53 % au 30 avril 1937. Pour les terres de la république soviétique russe (RSFSR) la moyenne n'est que de 56 %, toujours au 5 mai. Il est vrai, qu'après « l'époque des critiques » — au 10 mai — le pourcentage devient un peu supérieur. Seulement, on connaît trop les corrections de fortune de la statistique russe; nous y reviendrons encore avant que de nous fier à cette « amélioration » spectaculaire et commandée.

L'INDUSTRIE LOURDE

Dans le domaine de l'industrie lourde tout va très mal. D'abord la houille. Le bassin houiller du Donets, lieu d'origine du « fameux » mouvement Stakhanov, est tout à fait désorganisé. Ce sont le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du parti bolchévik qui, le 28 avril 1937, ont élaboré des directives, concernant la réorganisation du travail du « Donbass ». La bureaucratie soviétique n'a même pas informé les ouvriers que des mesures nouvelles ont été prises à leur égard. La *Pravda* du 11 mai 1937 consacre un article en première page au « scandale du Donbass ». L'extraction de la houille dans le bassin du Donetz accuse — pour l'année courante — un déficit de plus de trois millions de tonnes. Pendant les cinq mois de 1937 le rendement du bassin est inférieur au rendement de la même période en 1936. Le gouver-

nement soviétique a décidé toute une série des mesures, parmi lesquelles — l'amélioration du sort des travailleurs du sous-sol.

Dix jours après la promulgation des nouvelles mesures, la plupart des travailleurs du Donbass n'en savait encore rien. La *Pravda* abonde en détails. Quatre jours plus tard (*Pravda* du 15 mai 1937) on n'a toujours rien fait. Cette fois le journal fait appel au procureur. Ce seront donc les autorités judiciaires des Soviets qui patronneront ce « mouvement stakhanov de mai 1937. »

Le bassin houiller de Kouznietsk n'a pas les honneurs de la première page, mais le travail n'y va guère mieux. Ce sont des incendies souterrains dans les mines, dûs à la négligence technique, qui ravagent le « Kouzbass. » Les conditions du travail des mineurs y sont également déplorables.

L'extraction de la houille en URSS varie entre 75% et 87% du plan prévu. Le « Donbass » doit en fournir un peu plus de la moitié. Toutes les statistiques sont, du reste, sujettes à caution, car il est prouvé que très souvent on met de la houille « de côté », pour épater ensuite le contrôle par un rendement supérieur et fallacieux.

La métallurgie travaille dans le silence, mais son rendement reste toujours inférieur au plan. La production de la fonte et de l'acier est de 85% à 92% du plan. Les laminés ne peuvent jamais rattraper la fonte ou l'acier et restent entre 75% et 85%, toujours d'après les chiffres officiels, déjà largement optimistes.

La production des machines laisse énormément à désirer. C'est frappant surtout pour les machines textiles, où la réalisation du plan est comptée d'après le poids total des machines et non d'après leur production, théoriquement très différenciée.

L'industrie automobile des Soviets est incapable de produire des voitures de tourisme. Au lieu de terminer 12 voitures par jour, on n'en fait jamais plus de deux ; parfois une seule, c'est à dire « 8,3% du plan. »

La production des camions va mieux. Mais c'est leur utilisation qui laisse à désirer. En général, on n'utilise les camions en URSS que 150 jours par an ; les ateliers de réparation ne peuvent satisfaire que 20% des demandes ; les pièces de rechange manquent. Un camion coûte 10.000 roubles de réparations par an, en moyenne, ce qui représente le double de sa valeur.

LE BATIMENT

Les constructions nouvelles ne correspondent pas, très souvent, à leur destination. On a construit dernièrement deux usines-monstres pour les textiles: les « combinats » de de Barnaoul et de Tachkent. Après avoir dépensé des centaines de millions, les contrôleurs ont constaté que la construction du combinat de Barnaoul le rend inapte au travail et qu'il n'y a pas du tout de plans détaillés pour Tachkent...

Du point de vue du matériel, la capacité de production du ciment a triplé de 1928 à 1936, tandis que le volume des travaux de bâtiment a

augmenté, pendant la même période, de plus de huit fois.

Cela s'explique du fait que la distance moyenne des transports de marchandises étant de 668 km., celle de la huile - de 670 km, des mineurs — de 617 km, cette distance augmente pour le ciment jusqu'à 944 km. Il faudrait y ajouter — comme remarque la *Pravda* du 7 mai 1937 — que les régions lointaines de l'URSS n'ont pas reçu « leur » ciment, du fait que a été de 655 millions de roubles en Ukraine.

La capacité totale de production du ciment en URSS est de 6,5 millions de tonnes par an, contre 9 millions en France, 10 millions au Japon (sic !), 16 millions en Allemagne et — évidemment de 46 millions de tonnes aux Etats-Unis. La capacité russe est restreinte, malgré les machines les plus modernes, importées de l'étranger et malgré un considérable effort financier d'investissements qui a été de 655 millions de roubles en 9 ans.

LES COLORANTS

Les matières colorantes jouent un rôle de tout premier plan dans beaucoup d'industries, et surtout dans les textiles. La *Pravda* du 7 mai 1937 critique très sévèrement le nombre et la qualité des colorants soviétiques. Tandis que le trust chimique allemand, la « I. G. », dispose de 2.000 colorants pour les textiles, il n'y en a en URSS, que 200 et qui ne représentent ni toute la gamme des couleurs ni les qualités demandées à un colorant durable. Parmi les colorants de haute qualité il faut compter les couleurs « indanthren ». De ces colo-

rants l'Allemagne en avait 9, il y a trente ans, — 24, avant la guerre, — 64 en 1930 et maintenant — plus de 89. L'Italie, L'Angleterre, la France et les Etats-Unis développent de même leur industrie des colorants. La Russie ne disposait, en 1936, que de 3 colorants « indanthren » et tous les trois étaient du bleu...

L'INDUSTRIE DU PAPIER

« Le papier — proclament les Soviétiques — c'est la base matérielle de la révolution culturelle. » S'il en était ainsi, il faudrait attendre longtemps que cette révolution culturelle se produise en URSS. Le déficit de la production du papier augmente chaque jour, constate la *Pravda*.—Les usines Narkomliess (commissariat du peuple du bois) auraient dû produire 25 mille tonnes en plus, en 1936 si l'on avait voulu réaliser le plan. Au cours du premier trimestre de 1937 ce déficit a augmenté de nouvelles 11 mille tonnes. Et encore les chiffres du plan ont été réduits !

De multiples raisons en sont cause. Tout d'abord : il y a de la casse aux machines. Le groupe d'usines de Troïtsk-Kondrovsk a eu 70 électromoteurs détériorés en 1936 et 14 en janvier 1937. On a constaté, écrit la *Pravda*, que les saboteurs ont abîmé les moteurs pour que le nombre d'heures supplémentaires augmentât !

L'usine de Kamiensk aurait dû fabriquer, au cours du premier trimestre de 1937, 16 millions de cahiers pour les écoliers. La qualité du papier fut si mauvaise que la production effective de l'usine se borna à 150 mille cahiers.

Les déchets de la production typographique sont de 30% ; il y a pénurie de papier, ce qui n'empêche nullement le gaspillage.

LA DISTRIBUTION

Presque toutes les industries travaillent mal, mais le commerce est bien pire encore.

C'est le Narkomvnutorg (commissariat du peuple du commerce intérieur) qui fait la distribution des marchandises. Du fait d'une centralisation très exagérée, un désordre inimaginable règne. Le ministère s'occupe de chaque détail : le nombre même de guitares et de « balalaïkas » ainsi que le métrage du caoutchouc pour les tricots de dames dépend directement du commissariat — et cela pour toutes les villes et les grandes régions agricoles de l'URSS.

Une telle centralisation prête aux pires absurdités. En 1937 on a distribué 220 mille rasoirs mécaniques et 25 millions de ceintures pour aiguiser les rasoirs. Le premier chiffre est nettement insuffisant, le second dépasse de beaucoup les possibilités de vente. L'organe distributeur, le « Tsentrosoyouz » (Union centrale) doit prendre toutes les marchandises, même s'il les sait invendables. (*Pravda* du 10 mai 1937).

Des chaussures à taille fantasmagique, des plans trimestriels de distribution qui comportent des milliers de pages, une bureaucratie qu'on pourrait traiter de grotesque et qui fait du mal au pays — voilà ce que c'est la « distribution » des marchandises déjà si mal fabriquées...

RESUME

On pourrait ainsi continuer... Mais, d'ores et déjà, une constatation s'impose : dans cette immense maison de travaux forcés, où sous le joug d'une petite minorité bolchéviste se plient la nation russe et les nations

non-russes, l'activité économique reste toujours très rudimentaire. Le bluff des « plans quinquennaux », est un mensonge criminel qui veut faire croire à l'étranger que l'URSS est un pays de progrès...

Jean CHARLET.

Les relations entre l'Ukraine et la Moscovie du point de vue historique et de Droit

L'Etat Ukrainien, rétabli dans ses anciennes limites territoriales en 1648, sous le gouvernement de l'hetman Bogdan Chmelnitsky, noua des relations avec le tzar de Moscou, Alexis Mikhaïlovitch Romanov par l'accord de 1654. Ce traité conclu en 1654 à Moscou fut le premier document de base établissant les conditions des relations juridiques entre l'Etat Ukrainien et le tzar de Moscou. Ce traité ne limitait que dans une faible mesure l'indépendance extérieure de l'Ukraine, mettant ses relations internationales sous le contrôle du tzar de Moscou et fixant le paiement annuel du tribut au tzar, mais respectant entièrement l'autonomie intérieure de l'Etat Ukrainien. Cette autonomie s'étendait sur la législation, la justice, l'armée, les finances, l'économie nationale et les rouages administratifs. Les fonctions du pouvoir suprême et de l'administration centrale et locale étaient dans les mains de l'hetman et de son gouvernement. L'Ukraine s'administrait donc elle-même, indépendamment de toute immixtion de Moscou.

Le traité de 1654 fut signé après de longues négociations; commencées à Pereyaslav, elles se poursuivirent à Moscou. Les clauses du traité se résument dans les trois actes suivants : dans le projet de traité du 17-II-1654 établi au nom de l'hetman B. Chmelnitsky et des armées des Zaporogues et présenté au Tzar par les ambassadeurs de l'Hetman le 14-III-1654, dans le manifeste du Tzar et dans les 11 articles du 27 mars de cette année; les deux derniers documents contiennent la réponse du tzar à la proposition de l'hetman B. Chmelnitsky. Nonobstant la forme et les expressions de l'acte signé à Moscou en 1654, ce traité est un document *bilatéral authentique* dans lequel les deux parties contractantes, l'Ukraine et la Moscovie, sur un même pied d'égalité, ont manifesté leur volonté et se sont réservées des droits et des obligations réciproques.

L'acte de 1654 était reconnu comme traité aussi bien par les parties contractantes que par les puissances voisines, mais ces dernières considéraient le traité de 1654 comme

un protectorat ou comme une alliance conclue librement avec le tzar de Moscou. Effectivement, certaines particularités aussi frappantes que caractéristiques du traité de 1654 permettent de supposer que ce traité établissait le protectorat du tzar de Moscou sur l'Ukraine du fait de certaines modalités de vassalité telles que prestation du serment au tzar, le contrôle des relations avec l'étranger, le paiement d'un tribut, la présence d'un représentant du tzar ou voïevode et d'une petite garnison moscovite à Kiev, capitale de l'Ukraine, enfin l'obligation mutuelle de s'unir en cas de guerre contre la Pologne.

Le traité de 1654 considéré comme traité « perpétuel », de par sa force légale était effectif jusqu'à la mort de B. Chmelnitsky (1657). Mais à chaque élection à l'hetmanat, la conclusion d'un nouveau traité devenait nécessaire, entre l'armée des Zaporogues avec le nouvel hetman à sa tête — d'une part, et le tzar de Moscou d'autre part. Le nouveau traité comprend deux parties essentielles : 1° le traité de base, autrement dit, les « clauses de B. Chmelnitsky » de 1654; 2° les « nouvelles clauses » que proposait, en partie, le tzar de Moscou, qu'acceptait et que confirmait l'hetman et qu'approuvait le tzar. En ce qui concerne la première partie, le traité de 1654, seul le premier successeur de B. Chmelnitsky, l'hetman Ivan Vyhovsky, l'accepta et le revêtit de sa signature dans sa rédaction originale de 1654, mais avec l'élection de l'hetman Yourko Chmelnitsky en octobre 1659, le gouvernement moscovite soumit à l'acceptation de l'hetman, sous le nom « d'anciennes clauses de B. Chmelnitsky » de 1654,

un texte falsifié du dit traité de 1654. Dans ce texte avait été incluse une sérieuse limitation de l'autonomie de l'Ukraine et des droits de l'hetman tels que la complète interdiction de toutes relations avec l'étranger sans une autorisation du tzar, l'obligation pour l'hetman de se rendre auprès du tzar pour recevoir l'investiture, la reconnaissance par le métropolite de Kiev de l'autorité supérieure du patriarche de Moscou et quelques autres clauses de moindre importance. Et c'est ainsi que le texte falsifié du traité de 1654 fut présenté à tous les successeurs de B. Chmelnitsky à l'hetmanat, aux fins de son acceptation.

La deuxième partie des nouveaux traités entre l'Ukraine et les tzars de Moscovie contenait de « nouvelles clauses », de nouvelles conditions que les parties contractantes acceptèrent en raison de la nécessité de régulariser les nouvelles relations ou bien en tant que conséquence de la politique des tzars moscovites qui cherchaient chaque possibilité, chaque occasion opportune pour limiter les droits et les libertés de l'Ukraine ou pour lui imposer de nouvelles obligations.

En dépit des protestations de presque tous les hetmans contre une telle violation du traité principal de 1654, et de la lutte pour le retour à la pleine vigueur du traité, sa violation n'en continua pas moins jusqu'à ce qu'elle n'amenât sa complète annulation.

Sous l'hetmanat d'Ivan Vyhovsky, le gouvernement de Moscou essaya une première fois de modifier le traité de 1654 en proposant à ce dernier d'accepter le nouveau traité dans lequel se trouvait spécifiée la limita-

tion des droits de l'hetman, l'établissement de voïevodes du tzar dans les grands centres de l'Ukraine, l'annexion à Moscou de la ville du *Stary Bykhov* et d'autres localités qui avaient reconnu le pouvoir de B. Chmelnitsky et qui lui avaient prêté serment, et l'immixtion dans les questions financières de l'Ukraine. Ces prétentions et aussi les intrigues de Moscou en Ukraine contre l'hetman dont la confirmation dans ses fonctions se faisait toujours attendre, l'appui enfin prêté à ses ennemis, finirent par laisser Vyhovsky qui tourna ses regards vers la Pologne. En 1658, Vyhovsky conclut un traité avec cette puissance à Hadiatch. En vertu de ce traité, l'Ukraine s'engageait à former, avec la Pologne et la Lithuanie une fédération sur un pied d'égalité et à combattre les armes à la main, les troupes moscovites en Ukraine. Mais les Cosaques refusèrent de le suivre dans cette voie, et il fut destitué de l'hetmanat; Yourko Chmelnitsky fut élu à sa place (1659-1663). Au mois d'octobre 1659, Y. Chmelnitsky à Pereyaslav proposa à l'ambassade moscovite que présidait le prince Troubetskoy, un projet de nouveau traité (les clauses de Gerdiev), mais Troubetskoy qui était venu en Ukraine avec une nombreuse armée moscovite n'accepta pas ce projet et il proposa le sien, en même temps que le traité falsifié de 1654. Le nouveau traité était défavorable pour l'Ukraine, attendu qu'il limitait sensiblement son autonomie; il suscita parmi les seigneurs et la population un grand mécontentement, aussi bien contre Moscou que contre l'hetman. Comme suite, au mois de novembre 1659, Y. Chmel-

nitsky envoya une ambassade au tzar afin de lui demander de changer plusieurs points du nouveau traité, ainsi que le traité falsifié de B. Chmelnitsky. Mais à Moscou on refusa de changer quoi que ce fût dans le traité falsifié de Pereyaslav. Le refus de Moscou, l'attitude des boyards moscovites, et l'attitude de l'armée du tzar en Ukraine amenèrent Y. Chmelnitsky à rompre les relations avec Moscou, en 1660, et à conclure une alliance avec la Pologne, sur les bases du traité de Hadiatch.

En 1663, les partisans de Moscou en Ukraine, le clergé en particulier, avec l'actif appui de Moscou, élevèrent à la dignité d'hetman, I. Brukhovetsky, alors ataman de la Sietch des Zaporogues. Avec ce dernier, Moscou conclut deux traités : le premier à Batourine, en 1663; le deuxième à Moscou en 1665.

Le traité de Batourine n'avait pas une grande importance, mais celui de 1665, en dehors de 7 articles d'ordre secondaire, contenait une forte limitation des droits autonomes de l'Ukraine. En vertu de ce traité, les villes et villages de l'Ukraine devaient passer directement sous le pouvoir des tzars de Moscou. L'Ukraine allait être ainsi administrée par des voïevodes ou gouverneurs moscovites, et quant aux impôts, ils seraient prélevés au profit de Moscou. L'ancienne administration autonome avait été supprimée. Seuls les éléments cosaques, avec leur hetman, continuaient à jouir de leur autonomie. L'envoi en Ukraine de ses propres gouverneurs, et la conclusion du traité d'Androussov avec les Polonais, en 1667 qui donnait à la Po-

logne la rive droite du Dnièpre, exception faite de Kiev laissé à la Moscovie pour une durée de deux ans, soulevèrent la protestation unanime de la population ukrainienne. Peu après ce fut une insurrection ouverte contre Moscou. Les gouverneurs moscovites furent tués ou chassés de l'Ukraine, et l'hetman Brukhovetsky paya de sa vie les concessions faites à Moscou.

A la suite d'une protestation si énergique contre la limitation de l'autonomie de l'Ukraine, Moscou dut faire des concessions et, par le traité de Hloukhiv, en 1669, conclu avec le nouvel hetman D. Mnohohrichny (1669-1672), le traité de 1654 fut remis en vigueur, tout en maintenant des gouverneurs en Ukraine. Le traité de Hloukhiv devint une base pour les traités ultérieurs, pour celui de 1672, conclu avec l'hetman I. Samoylovitch (1672-1687) et pour celui de 1687 conclu avec l'hetman I. Mazepa (1687-1708).

A partir de l'hetman Brukhovetsky, la politique de Moscou par rapport à l'Ukraine, prend un caractère de plus en plus agressif, et Moscou ne cesse de penser par quel moyen il pourrait mieux priver l'Ukraine de son autonomie et la rattacher plus étroitement à la Moscovie.

Pour atteindre ce but, Moscou ne recule même pas devant la violation flagrante des traités, devant la destitution des hetmans qui s'opposaient à la politique de Moscou et à ses plans. Les hetmans Mnohohrichny et Samoylovitch furent ainsi destitués et exilés en Sibérie pour « trahison ».

L'agression la plus marquante de la politique moscovite fut celle qui eut lieu sous le règne de Pierre 1er.

Ce tzar ayant fait le projet d'entreprendre en Ukraine les mêmes « réformes » qu'en Moscovie finit par entraîner l'Ukraine dans une guerre contre les Suédois. Par sa politique, Pierre 1er amena l'hetman I. Mazepa, désireux de préserver l'Ukraine d'un nouvel esclavage, à se ranger du côté du roi de Suède Charles XII, et à marcher contre Moscou. Cet acte de Mazepa équitablement jugé par l'histoire universelle en tant que tentative de l'Ukraine de se rendre indépendante de Moscou, eut pour résultat immédiat de voir Pierre 1er nommer I. Skoropadsky (1708-1722) hetman de l'Ukraine, au lieu de Mazepa, et de ce contenter de confirmer le traité de 1654, mais en même temps il nomma un résident auprès du nouvel hetman comme conseiller-contrôleur.

La réforme de l'administration en Ukraine, envisagée par Pierre 1er ne fut mise en vigueur qu'en 1722, sous la forme d'une institution appelée « Collège de la Petite-Russie ». Cet organisme, purement moscovite, auquel avait été octroyée l'autorité d'un tribunal suprême, était en même temps la plus haute instance de l'administration financière. Après la mort de l'hetman Skoropadsky (1722) Pierre 1er ayant interdit l'élection d'un nouvel hetman, confia toute l'administration de l'Ukraine audit « Collège de la Petite-Russie ». Par cet acte, pour la première fois au cours des relations ukraïno-moscovites, le droit d'élire librement un hetman, conformément au traité de 1654, était aboli. Le rétablissement de l'hetmanat fut l'œuvre du tzar Pierre II, en 1727. Le nouvel hetman

fut D. Apostol (1727-1734). L'année d'après, Pierre II. remplaça le nouveau traité par ce qu'on appela « les articles décisifs » de 1728 qui non seulement abolissaient l'habituelle tradition, mais qui changeaient *la forme même du traité* en établissant de nouvelles conditions de cohabitation ukraino-moscovite sous forme d'*oukaze*, c'est-à-dire, d'octroi unilatéral d'un acte, exprimant la volonté du tzar, en vertu duquel cet acte pouvait être modifié par la décision unilatérale du tzar.

L'acte de 1728 joue un très grand rôle dans l'histoire des relations ukraino-moscovites, attendu que ledit traité fut cause, une seconde fois, de l'abolition de l'hetmanat en 1734, et qu'après la mort de D. Apostol, l'administration de l'Ukraine fut confiée à des ministres-résidents du tzar. Ces derniers administrèrent l'Ukraine selon leur bon plaisir, et sans contrôle, jusqu'en 1745.

En 1745, l'impératrice Elisabeth rétablit, une fois de plus, l'autonomie complète de l'Ukraine et l'hetmanat, supprima tous les rouages administratifs moscovites, et avec l'élection de l'hetman Cyrille Rozoumovsky se rétablit le traité de 1654 et tous les droits qui, en leur temps, avaient été confirmés, lors de l'élection de I. Skoropadsky.

Après que Catherine II eut usurpé le pouvoir du tzar, la politique du gouvernement russe se tourna résolument vers l'entière suppression de l'autonomie de l'Ukraine. Catherine II qui appliquait en toutes circonstances, les principes d'une politique de centralisation, jeta ses regards sur l'Ukraine qu'elle considérait comme une « province »

de la Russie, jouissant de privilèges en vertu de traités, mais qu'il ne fallait pas regarder comme province « étrangère ». Elle commença par déclarer que ces privilèges devaient être peu à peu abolis afin de permettre la « russification de l'Ukraine ». Il fallait donc, en premier lieu, abolir le gouvernement de l'hetman. Et lorsqu'il n'y aura plus d'hetman, il faudra s'efforcer de ne point élire un hetman, mais de faire oublier l'époque même et jusqu'au nom des hetmans ».

Guidée par ces principes, Catherine ne se contenta pas seulement de rejeter la demande de Cyrille Rozoumovsky et du peuple ukrainien, faite en 1763, au sujet de la confirmation du traité de 1654, mais priva, au contraire, Rozoumovsky du titre d'hetman, l'obligeant sous la menace d'être accusé de « trahison », de donner sa démission. Quant à l'administration de l'Ukraine, elle fut confiée au général-gouverneur Roumiantzev.

En 1767, le peuple ukrainien protesta une fois encore par la voie de ses délégués, choisis à la « Commission du nouveau Code », contre la violation des traités ukraino-moscovites, *en tant que base juridique unique sur laquelle reposait la collaboration ukraino-moscovite, devenue ukraino-russe*, et demanda un retour au *statu quo ante*, c'est-à-dire, aux clauses du traité de 1654. Mais Catherine II refusa de changer l'orientation de sa politique à l'égard de l'Ukraine, ce qui amena définitivement *l'annexion de l'Ukraine à la Russie*.

Pour justifier cet acte illégal d'usurpation, le gouvernement russe au

lieu d'un *titre unique de droit* par rapport à l'Ukraine, titre donné aux tzars de Moscou par le traité de 1654, imagina un *nouveau titre* lié aux *droits problématiques des tzars moscovites sur l'héritage des Grands Princes de Kiev*. Ce nouveau titre très douteux pour toute la dynastie des Romanov n'avait aucune base juridique pour être porté par Catherine II, et le gouvernement impérial russe n'avait aucun droit légal pour s'en emparer. Bien mieux, grâce aux intrigues du gouvernement russe et de la science officille russe ce titre imaginaire, en vue de la possession de l'Ukraine, a été répandu à travers le monde afin d'effacer toute trace d'existence d'Etat ukrainien indépendant ainsi que des traités faisant foi que l'Ukraine avait conclu volontairement une alliance avec la Moscovie en 1654.

Il va de soi que la violation du traité de 1654 et l'usurpation des droits autonomes de l'Ukraine ne pouvaient donner à la Russie aucun droit sur l'Ukraine. Consciente de ses droits, l'Ukraine n'a jamais manqué aux moments opportuns de protester contre la violence exercée à l'égard du peuple ukrainien. Au temps de Napoléon Ier, la campagne de Russie avait fait naître beaucoup d'espoirs en l'aide de la France à l'Ukraine. Ces espoirs renaquirent au temps de la guerre de Crimée, mais le climat politique de l'Europe, à l'époque, n'était pas favorable à l'Ukraine.

L'indépendance de l'Ukraine allait se réaliser avec la révolution russe de 1917. Le peuple ukrainien assez longtemps courbé sous le joug des tzars usurpateurs de Russie, proclama sa complète indépendance sur les bases des droits historiques et du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Alors fut définitivement détruite la fausse théorie développée par le gouvernement russe de prétendus droits dynastiques des Romanov sur l'Ukraine. Mais bientôt, au lieu du tzar Romanov ce furent les tzars-rouges, Lénine et Staline qui vinrent au pouvoir.

Désireux de tenir l'Ukraine dans la « prison des peuples » de Russie, ces tzars-rouges changèrent le faux titre dynastique par celui non moins faux de « Union libre de l'Ukraine » avec l'Union des républiques soviétiques socialistes (URSS).

Ainsi, à présent, tout comme au temps des tzars, au lieu d'arguments juridiques et de documents on a recours à la force armée soviétique, grâce à laquelle le pouvoir des Soviets se maintient en Ukraine. Mais on ne saurait se maintenir indéfiniment par la force des baïonnettes et le jour n'est pas éloigné où l'Ukraine ressuscitée recouvrera sa liberté et sa pleine indépendance.

Prof. André YACOVIV.

Simptômes menaçants

Tout un ensemble de renseignements venus de la Russie soviétique nous donnent quelques craintes en ce qui concerne la situation de la population. Nul n'ignore la lutte qui, actuellement, se poursuit au sein du parti, lutte contre les « trotskistes » et, d'une manière générale, contre tous ceux du parti qui ont fini par déplaire au dictateur Staline. L'épuration des rouages du parti se poursuit à un rythme accéléré et de nombreux communistes, très en vue, sont arrêtés sous diverses inculpations afin d'éviter de trop directes et franches accusations d'opposition à Staline. Certains donc sont arrêtés, alors que d'autres finissent leurs jours par un « suicide ».

Dans ce tas d'informations de caractère politique, nous ne voyons pas toujours les réalités effectives de la vie. Et maintenant, lorsque par suite de ces incessantes épurations, les rouages de l'Etat et économiques sont sérieusement ébranlés, il convient d'attirer l'attention de nos lecteurs sur un autre côté de la question.

En ce moment, la presse soviétique donne des indications en ce qui concerne les amblavements en Union soviétique. L'on peut ainsi se faire une idée de la situation lamentable dans laquelle se trouve cette question. Tout d'abord, disons que le « plan » envisagé n'a été réalisé que dans les proportions de 16% ; qu'il n'a étéensemencé que 14 millions 568.000 hectares dans toute l'Union soviétique.

Il n'est pas sans intérêt de voir la

manière dont se répartissent ces chiffres dans les diverses républiques :

	Hectares	Du plan
R. S. F. S. R. ...	5.610.000	8%
Ukraine	6.648.000	45%
Russie Blanche	89.000	4%
Azerbaïdjan ..	112.000	24%
Géorgie	169.000	23%
Arménie	84.000	27%
Turkmenistan .	157.000	56%
Uzbekistan ...	779.000	41%
Tadjikistan ...	236.000	41%
Kazakhstan ...	382.000	7%
Kirghizistan ..	302.000	36%
T o t a l ..	14.568.000	16%

Ces chiffres montrent jusqu'à quel point les mots d'ordre bolcheviks, et surtout leur propagande proclamant leurs « succès » sont loin de toute justification, que ce n'est qu'un immense bluff destiné à tromper les étrangers. Quoiqu'il en soit, la parution de ces données dans la presse soviétique (*Izvestia*, 15-4-37) suffit pour montrer la véritable situation en Union soviétique. Les paroles de M. Staline que nous trouvons ces derniers temps dans cette même presse sur la « nécessité de déployer des efforts surhumains pour le salut et la prospérité renaissante du pays » confirment cette pénible situation. Si, d'autre part, on fait un rapprochement entre ces appels à la population et à tous les travailleurs, et les chiffres que nous venons d'exposer, l'on comprendra l'inquiétude qui s'est emparée des

bolcheviks en présence de cette terrible menace qui pèse actuellement sur eux.

Cependant, si l'on en croit certaines informations provenant d'autres sources, le chiffre de 14.568.000 hectares serait exagéré, les ensemençements du printemps n'allant pas au-delà de 10.270.000 hectares, c'est-à-dire qu'ils atteignent à peine ceux de 1913. Et cela après les « plans » de toute sorte, les méthodes « stakhanoviennes » et les « immenses progrès » réalisés par le pays sous le régime communiste.

Les sovkhoz n'ont pas donné, au cours de l'an dernier, la quantité nécessaire de semences, si bien qu'en ce moment, ils en demandent 100.000 tonnes.

Pour ce qui est des kolkhoz, depuis longtemps déjà il leur a fallu s'adresser aux réserves d'Etat. L'on peut dire d'ores et déjà que dans l'ensemble il va falloir fournir près de 500.000 tonnes de semences.

Les réserves de grains détenues par les services de l'intendance de l'armée rouge suffisent à peine jusqu'au 1^{er} mai. Les communiqués parus dans la presse, annonçant que les bolcheviks achètent du blé à « n'importe quel prix » dans les pays voisins, sont édifiants. Du fait de la situation critique dans laquelle se trouve le département de la guerre, une somme de 120 millions de roubles a été assignée pour l'achat de blé pour l'armée.

Voilà donc la pénible situation dans laquelle se trouvent les peuples de l'Union soviétique. Ajoutons que le tableau ci-dessus et d'autant plus caractéristique qu'il nous montre la Russie proprement dite ne réaliser que 8% du plan envisagé et

que ledit plan a été bien plus près d'être réalisé par le Turkmenistan, l'Ukraine, les républiques du Turkestan et du Caucase lesquelles atteignent de 23 à 27% du plan. Ce fait a son importance en raison de l'actuel régime. En opprimant le plus possible la population allogène de l'Union, les autorités russes obtiennent de la malheureuse population allogène des résultats que les paysans russes ne peuvent fournir.

Ici encore les bolcheviks se sont montrés aussi exploiters que leurs prédécesseurs et, en cela, ils ne diffèrent nullement de ceux contre qui, dans les autres pays, ils mènent une propagande acharnée.

A ce qui vient d'être dit, il convient d'ajouter un autre facteur : le « stakhanovisme » comme on l'appelle en général. Cette nouvelle méthode de travail, spécifiquement bolcheviste a fait l'objet d'un examen dans nos précédentes revues; nous n'y reviendrons pas. Nous dirons seulement que le « stakhanovisme » est devenu une sorte de sport. Cette émulation, dans les différents domaines, a été fortement appuyée par les autorités soviétiques, et nous savons par les journaux que cette méthode a fini par aboutir à de bien tristes résultats.

L'on se rappelle avec quel enthousiasme les bolcheviks parlaient de la mécanisation de l'agriculture, des nouveaux procédés perfectionnés des travaux mécaniques, et en particulier, de leurs fameux tracteurs. Or, à chaque fois que des gens expérimentés, des ingénieurs qualifiés ayant fait un voyage au paradis soviétique en rapportaient des observations personnelles, ils ne manquaient pas de signaler l'énorme

quantité de tracteurs devenus inutilisables pour les travaux des champs. L'usure de ces tracteurs était d'autant plus rapide que ceux qui étaient chargés de leur maniement ne savaient peu ou point s'en servir, sans compter que leur fabrication était loin de répondre à la technique actuelle.

C'est ainsi que du fait de méthodes stakhanoviennes, 80% de ces fameux tracteurs sont inutilisables, et cela, au moment, où leur nécessité se faisait plus impérieusement sentir. Cette pénurie de tracteurs a contribué à restreindre la norme des ensemencements et la surfaceensemencée s'en trouve d'autant diminuée.

En connexion avec l'intensification exagérée de l'industrialisation,

un phénomène nouveau est apparu. La traction animale de la charrue ayant été remplacée par la traction mécanique, autrement dit par les tracteurs, le cheval a été négligé. En peu de temps, les réserves chevalines ont baissé dans des proportions considérables, aussi bien que comme qualité. Dans certains rayons le cheval a péri faute de soins, faute de nourriture.

C'est dans ces conditions que commence l'année dans le domaine agricole, en Union soviétique. Il est bien difficile que dans de si pénibles circonstances puisse être réalisé, serait-ce en partie, ce fameux paradis que Staline a promis à ses sujets et aux peuples opprimés de l'U.R.S.S.

A. TOPTCHIBACHI.

Staline et l'armée rouge

La nouvelle de la mort subite du général Gamarnik, commissaire du peuple adjoint à la guerre et chef de l'administration politique de l'armée, qui s'est suicidé à la suite de la découverte de ses relations avec les trotskistes, s'est répandue comme une traînée de poudre à travers Moscou et a produit une énorme sensation dans tous les milieux de la capitale soviétique habitués pourtant depuis quelques temps aux événements les plus extraordinaires et aux chutes des hommes politiques les plus influents.

Gamarnik, moins connu à l'étranger que les autres chefs politiques, jouait néanmoins au Kremlin un rôle de

premier plan. Pacé au plus haut degré de la hiérarchie militaire soviétique avec le grade de commissaire aux armées, il était non seulement le maître absolu de l'organisation politique de l'armée, mais également le chef de la police militaire qui, au moyen de ses nombreux subordonnés, commissaires politiques attachés à chaque unité militaire, contrôlait quotidiennement l'activité politique des officiers et sous-officiers rouges, ainsi que leur loyalisme envers le régime.

Gamarnik, qui était un ami intime du maréchal Vorochilov, jouissait de la confiance de Staline qui, il y a quelque temps, cédant à ses ins-

tances, décida que dorénavant, l'instruction des affaires concernant les officiers accusés de trotskisme serait soumise directement au haut commandement de l'armée. De même Staline avait chargé Gamarnik de procéder à un vaste nettoyage parmi les officiers, afin de rayer impitoyablement des cadres ceux qui seraient convaincus de sympathiser avec l'opposition. Il apparaît maintenant que Gamarnik profita de cette mission pour placer ses hommes de confiance à tous les postes importants.

Ce n'est qu'il y a quelques semaines que la police a découvert, d'une façon inattendue les relations qui existaient entre Gamarnik et les organisations trotskistes terroristes qui préparèrent l'attentat contre Vorochilov et Staline et qui réussirent à tuer Kirov.

L'enquête a établi la véracité des faits. Bien qu'on ignore encore les

détails de l'affaire, on dit à Moscou que Vorochilov aurait donné l'ordre aux policiers chargés d'arrêter Gamarnik, de lui laisser la possibilité de se tuer et qu'il téléphona lui-même à son adjoint pour l'aviser de ce qui l'attendait. De sorte que lorsque les agents se présentèrent au domicile de Gamarnik ils ne trouvèrent qu'un cadavre.

Certains membres du corps diplomatique, qui eurent hier l'occasion de rencontrer de hauts fonctionnaires ont pu se rendre compte par eux-mêmes de la consternation qui règne dans ces milieux. Jusqu'ici, la volonté de fer de Staline a réussi à briser toute résistance de la part de ses ennemis, mais la lutte semble devenir de plus en plus âpre au sein même du gouvernement soviétique et du haut commandement de l'armée rouge.

**

Lettre de Géorgie

La nouvelle de l'arrestation, ici, de soi-disant trotskistes avec Boudou Mdivani en tête, vous est certainement parvenue. Une quarantaine d'autres communistes devaient également être arrêtés, mais un ordre venu de Moscou, ces derniers jours a annulé l'arrestation. Nous apprenons aujourd'hui que le principal auteur de cet ordre était Ordjonikidzé et que l'ayant fait donner, à l'insu de M. Staline, il avait voulu mettre ce dernier, devant le fait accompli.

Il fallait s'attendre à ce que, selon

l'usage, en pareil cas, une campagne fût entreprise contre les personnes arrêtées. Et, de fait, un commencement de cette campagne avait eu lieu : dans les premiers jours de février, des résolutions avaient été prises, exigeant la suppression de tous les trotskistes, mais ces résolutions ne furent pas publiées dans les journaux. Vraisemblablement, on attendait des instructions de Moscou. Subitement, ces manifestations de protestations cessèrent ; personne n'aurait pu en expliquer la cause. Le bruit avait couru que c'était grâce à

l'intervention de ce même Ordjonikidzé, ce à quoi on ne croyait guère dans les milieux communistes.

Une enquête à ce sujet, s'effectue dans le plus grand mystère, et jusqu'à présent, rien n'a transpiré, c'est pourquoi, toutes sortes de bruits circulent. L'on sait seulement avec certitude que l'enquête est menée par M. Beria et que les procès-verbaux de l'enquête doivent être immédiatement envoyés à Moscou.

Le bruit a couru que S. Kavtaradzé a tout avoué et qu'il a dénoncé les camarades qui préparaient l'assassinat de M.M. Staline et Beria. Ce qui étonne cependant, c'est qu'en dépit de ces aveux, personne jusqu'à présent, n'a été arrêté, aussi faut-il conclure que Kavtaradzé n'a rien avoué.

L'on apprend aujourd'hui que le procès des personnes arrêtées n'aura pas lieu, et que tous ces détenus seront envoyés à Solovki par voie administrative. Cela prouve que l'enquête n'a pu obtenir des inculpés les moindres aveux nécessaires au procès.

La mort subite de M. Ordjonikidzé a donné lieu à toutes sortes de bruits et de rumeurs. On racontait qu'un conflit avait surgi entre Staline et Yejov d'une part, et Ordjonikidzé de l'autre, au sujet de l'arrestation des communistes géorgiens et qu'au cours de la discussion ce dernier fut tué. Cependant, des sources dignes de foi, contredisent ces bruits. Ordjonikidzé était effectivement malade : une ancienne maladie de cœur devait lui être fatale. N'empêche que ces derniers temps, des différends avaient surgi entre lui et Staline, ce qui précipita l'issue fatale. Mais ces conflits ne furent pas le résultat de

l'arrestation des communistes géorgiens, mais bien du fait des récentes nominations faites par M. Staline, en la personne principalement de Yejov à un poste si important. Ordjonikidzé ne désignait pas autrement Yejov que sous le nom de laquais sans talent, d'abominable intrigant et de lâche.

L'on parle beaucoup ici, de la nouvelle politique nationale des Soviets; il nous semble plutôt que nous avons affaire, non pas à une nouvelle politique, mais à une nouvelle tactique, à de nouvelles méthodes pour la réalisation d'une ancienne politique, laquelle, comme on sait consiste à raffermir le pouvoir des dirigeants communistes. Nul n'ignore que jusqu'à ces derniers temps, le pouvoir soviétique s'appuyait sur le Guépéou, sur le parti communiste et sur l'armée rouge. Il apparaît maintenant que tous ces appuis sont ébranlés. Le parti communiste est en décomposition; tant de « glissements », se sont produits, tant de groupes d'opposition se sont formés que les rouages de la police secrète, si perfectionnés par M. Staline sont incapables de les surveiller étroitement. Les vieux bolcheviks sont supprimés physiquement ou dépourvus de toute influence. Les jeunesses communistes n'ont aucun noble idéal, chacun d'eux ne pense qu'à faire carrière, et s'il ne réussit pas, il passe dans les rangs de l'opposition. Il n'est pas rare de voir assassiner un communiste responsable, à son poste, afin de faire avancer un autre communiste. La lutte pour le pouvoir, pour une bonne place, est aussi âpre ici qu'à Moscou. Au Guépéou, la situation

n'est pas meilleure (1); On dit même qu'il y règne un véritable chaos; l'on y a découvert la présence d'agents et d'espions de gouvernements étrangers. Quant à l'armée rouge, bien des choses laissent à désirer parmi le haut commandement. On affirme que dans ce milieu on a découvert une conspiration fasciste à la solde d'un gouvernement étranger.

A cet ensemble de faits, il convient d'ajouter la marche ascendante des actes, dits de sabotage, dans tous les domaines de la vie économique. En raison de ces faits, le pouvoir soviétique cherche un nouvel appui, en premier lieu, dans un renouveau d'agitation nationaliste parmi les masses populaires. Le mot de Patrie et le mot d'ordre de culture nationale sont, dès maintenant, mis en avant. J'ignore les résultats que peuvent donner ces mots d'ordre dans d'autres républiques nationales, mais en Géorgie voici ce qui est advenu : tout d'abord, la Fédération de Transcaucasie a été supprimée et la Géorgie a été proclamée république autonome, faisant directement partie intégrante de l'Union. Ensuite les autorités soviétiques se sont efforcées de concentrer l'attention de la population sur la culture géorgienne; elles ont réhabilité les hommes politiques et les anciens écrivains géorgiens, disparus depuis longtemps. On a commencé par publier d'anciennes œuvres, d'anciens mémoires, d'organiser des jubilés etc. Ces innovations, évidemment réjouissent le cœur des Géorgiens, mais il serait vain de supposer qu'elles produisent sur les

masses un changement d'opinion à l'égard du pouvoir soviétique. Paysans et ouvriers (à l'exclusion des communistes) restent indifférents à ces innovations qu'ils considèrent comme une nouvelle manœuvre du pouvoir soviétique. Il en est tout autrement d'une partie des intellectuels géorgiens pour qui, cette nouvelle politique ouvre un large champ d'activité dans le domaine culturel et artistique, tout en améliorant sa situation économique. Les travailleurs d'art, les spécialistes travaillant dans les établissements économiques et les hommes de science en particulier, changent peu à peu leurs relations envers le pouvoir d'occupation. Certains même d'entre eux, sont devenus les meilleurs propagandistes de M. Béria. Ces « évolués » ne tarissent point d'éloges à l'égard de la « construction » soviétique, se réjouissent de voir le pouvoir accorder sa protection à la culture nationale et propagent l'idée d'une étroite alliance avec la Russie. Certains de ces enthousiastes, au cours de leurs entretiens déclarent ouvertement qu'ils détestent le communisme et le socialisme, mais qu'ils ne se représentent point la Géorgie sans la Russie. A les entendre, la Géorgie serait actuellement indépendante, attendu qu'elle possède son propre gouvernement, etc. Il est vrai que nous ne jouissons pas de libertés politiques ni civiles, mais qu'en avons-nous besoin si la culture nationale renaît sans qu'il soit besoin d'elles ? Nous devons nous accommoder de la situation et venir en aide au pouvoir qui contribue à la renaissance culturelle et économique de la Géorgie.

(1) Cette lettre a été écrite avant l'arrestation de Yagoda.

Cela ne signifie pas, évidemment, que la classe intellectuelle géorgienne, dans son entier, partage ces idées. Il en est une partie qui marche

la main dans la main avec le peuple géorgien et qui, aujourd'hui comme hier, n'a pas confiance dans le pouvoir des Soviets.

La conférence du prof. M. Slavinsky sur la question des nationalités en U.R.S.S.

Sous les auspices du Comité d'Amitié des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, et sous la présidence de l'ancien ministre plénipotentiaire de Géorgie à Paris, M. Tchenkéli, M. le Prof. Maxime Slavinsky de l'Université Ukrainienne de Prague, ancien ministre a fait le 8 Mai à Paris, dans la Salle de Géographie, une brillante conférence sur la question des nationalités en URSS. Sa grande compétence en la matière, avait attiré un nombreux public ukrainien, caucasien, russe, etc...

Ouvrant la séance, le Président de la réunion souligne que cette conférence a été organisée par le Comité d'Amitié et, d'autre part, que le conférencier est connu comme homme d'Etat ukrainien et que, par conséquent, il n'a pas besoin d'être recommandé.

En ce qui concerne la conférence de M. le Prof. Slavinsky, n'ayant pas la possibilité de la reproduire ici, in-extenso, qu'il nous soit permis d'en donner les idées directrices :

1. Tandis que l'Europe Occidentale a déjà terminé la lutte pour l'affranchissement des nationalités, qu'elle a définitivement affirmé le principe du droit de chaque nationalité à se constituer en Etat, l'Europe

Orientale est encore absorbée par ce processus.

2. L'histoire de la lutte des nationalités opprimées par la Russie a commencé au moment même de l'occupation par les Russes du territoire de chacune de ces nationalités.

3. La situation des nationalités en Russie, avant la révolution de 1917 était la suivante :

Les frontières de l'Empire Russe découpaient les peuples sans se soucier de leurs organismes nationaux et, de ce fait, elles étaient absolument accidentelles.

La nationalité qui tenait le gouvernail de l'Empire ne s'y trouvait pas en majorité.

L'administration des peuples opprimés était de caractère colonial et dénationalisateur au plus haut point. Comme le disait le Prof. Baron Noldé, les pays allogènes en Russie, étaient les vrais cimetières des droits autonomes.

4. L'élite qui gouvernait la Russie n'était pas purement russe, mais composée d'hommes de toutes les nationalités; elle n'avait ni base nationale ferme, ni de véritable sentiment d'Etat; le peuple russe (moscovite) était le moins développé de tous

les peuples, incorporés dans la Russie d'Europe. La Russie était gouvernée, non par une élite nationale moscovite inexistante, mais par une élite internationale ou, comme l'on disait alors, par « la quatrième nationalité russe ».

5. Par contre, dès avant la Révolution de 1917, les nationalités opprimées par la Russie avaient déjà des bases nationales et les cadres de leurs élites n'étaient pas séparés de leurs peuples; ces élites travaillaient toujours pour le développement de leur culture et luttait pour leurs droits nationaux. Ayant vainement cherché des compromis, et n'en ayant trouvé aucun, toutes ces élites nationales ont évolué vers le séparatisme et le nationalisme intégral.

6. La révolution de 1917 ne fut pas une révolution, mais une catastrophe car elle n'avait été préparée par personne. Il n'y avait pas de forces russes capables de la préparer. La révolution vint plus tard, sous deux formes : l'une — russo-moscovite, l'autre — nationale chez les peuples allogènes. Les allogènes seuls montrèrent un sentiment national. Ils essayèrent de transformer la Russie au Congrès des nationalités, à Kiev, au mois de Septembre 1917, mais les Russes s'abstinrent à ce congrès. L'Empire russe se décomposa, se disloqua et ne put supporter le bouleversement mondial de la grande guerre, étant par lui-même une combinaison artificielle et non viable.

7. L'avènement du bolchevisme rompit définitivement tous les liens entre la Moscovie et les peuples allogènes. Les Moscovites s'adaptèrent sans difficulté au communisme primitif qui leur convenait, par contre,

les peuples allogènes lui opposèrent, et continuent à lui opposer une résistance acharnée.

Une fois de plus, les allogènes ont constaté l'impossibilité absolue de vivre dans l'Empire Russe sous n'importe quelle forme de gouvernement.

8. La création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la nationalisation des formes de leur vie particulière, bien que ce n'ait été qu'un stratagème, une ruse des centralisateurs moscovites, furent exploitées par les nationalités à leur profit. Les allogènes ont beaucoup profité de la disparition de « la quatrième nationalité russe ». Les bolcheviks continuent l'erreur des tzars : ils organisent une élite impériale, non nationale, d'après la formule : « Langues différentes, mais contenu idéologique identique »... Leur essai peut d'ores et déjà se glo- rifier du résultat obtenu, celui d'avoir créé une bureaucratie abjecte et stupide.

9. Il est clair qu'on ne peut recourir à l'Empire Russe, l'histoire ne peut revenir en arrière, pas plus qu'on ne peut barrer la route à un processus historique naturel. La meilleure façon de résoudre la question des nationalités opprimées en Russie, est de leur laisser la liberté de former leurs propres Etats. Cela profiterait à tous et, en premier lieu, à la Moscovie elle-même qui est assez grande pour exister toute seule.

C'est un but élevé pour les émigrations russe et allogènes que de préparer la possibilité d'une séparation à l'amiable entre la Moscovie et les peuples allogènes... Mais ceux qui connaissent la mentalité moscovite et savent que les traditions impériales

ne meurent pas de sitôt, doivent s'attendre à une lutte farouche entre les peuples allogènes et la Moscovie. Sans aucun doute, cette lutte finira en faveur des nationalités opprimées qui cherchent à couronner leur développement naturel et normal, par la formation de leurs Etats nationaux.

L'auditoire composé pour la plupart d'émigrés ukrainiens, caucasiens et autres allogènes, a salué par des ovations enthousiastes la brillante conférence et la péroration du grand champion de la cause des nationalités qu'est le Prof. M. Slavinsky.

Quelques contradicteurs russes ayant pris ensuite la parole pour discuter les affirmations du savant con-

férencier, furent littéralement écrasés par la science de celui-ci qui leur montra fort délicatement mais très clairement, leur peu de connaissance de la question des nationalités et même de leur propre histoire moscovite.

Clôturent la séance, le Président du Comité d'Amitié des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, remercia chaleureusement le Prof. Slavinsky d'être venu à Paris défendre la cause des peuples opprimés par la Moscovie et il exprima ses regrets de voir que l'opinion russo-moscovite est loin d'être prête pour contribuer à l'organisation d'une vie internationale normale sur la vaste étendue de l'ancien Empire Russe devenu l'URSS.

Persécutions au Caucase

Le journal *Znamia Rossii* paraissant à Prague donne d'intéressants renseignements sur le Caucase, en connexion avec les derniers événements en U. R. S. S. Ainsi que nous l'avons signalé, dans tout le Caucase on procède à l'arrestation de ce qu'on appelle «des trotskistes», c'est-à-dire de tous ceux qui ont eu le don de déplaire aux autorités soviétiques.

Il faut chercher la cause de ces arrestations dans la vague d'épuration de l'appareil du parti qui a commencé aussitôt après le procès des trotskistes. Tous les vieux bolcheviks, tous les vieux travailleurs du parti ont été considérés comme saboteurs, «diversants», espions fascistes et,

ainsi que les baptisent les journaux bolcheviks, «des chiens trotskistes».

Tous ces éléments ont été exclus du parti, déportés, exilés en Sibérie. On est arrivé ainsi à «nettoyer» en l'exterminant, l'élément communiste indésirable qui encombrait le parti et les rouages administratifs.

Aucune considération ne saurait les mettre à l'abri des représailles : les anciens commissaires, aussi bien que les nouveaux, les hommes marquants du parti, les travailleurs responsables des différents rouages administratifs sont arrêtés en masse et déportés. Ces arrestations, au cours de ces derniers temps, ont pris des proportions considérables, s'attaquant à des milieux de plus en plus im-

portants, plus particulièrement au Caucase où, sous le nom de « trotskistes » les bolcheviks exercent leurs violences sur tout ce qui est à leur portée. Les seuls noms des personnages arrêtés suffisent pour comprendre la gravité des événements qui se déroulent au Caucase. En Azerbaïdjan par exemple on compte parmi les personnes arrêtés, anciens commissaires ou travailleurs responsables, M. M. Agaverdiev, Taguiev, Bouniat Zadé, Hachimov, Khan Chirvanski, etc. en Géorgie M. M. Mdivani, Djaparidzé, Kvirikadzé, Roukhadzé, etc. en Arménie M. M. Gavarian, Avakov, Aÿetissof, etc. Ces arrestations ont une énorme importance. Tous sont accusés d'opposition à M. Staline, plus exactement, de « trotskisme ». Il ne nous appartient pas de juger si ces accusations sont bien justifiées. Mais puisque tous sont rigoureusement accusés de trotskisme, on peut supposer qu'il y a d'autres causes encore. C'est pourquoi il nous semble opportun de dire quelques mots sur ces autres motifs.

Le Caucase avec ses républiques poursuit son mouvement national sous toutes ses formes. Nombre de communistes, hier encore ennemis des nationalistes se rallient maintenant aux nationalistes. Ces communistes furent à un moment donné traités « d'ouklonistes » (déviateurs); aujourd'hui, ils sont traités de « trotskistes », ce qui en réalité est le même homme politique rallié, en son temps, au communisme de Lénine et de Staline, mais qui ne tarda pas à être désenchanté de leur politique, surtout sur la question nationale. S'étant aperçus, en fin de compte, que le communisme et sa tactique

sur la question des nationalités ne différerait en rien de celle du tsarisme, ces communistes commencèrent tout naturellement à l'éloigner de la ligne orthodoxale du stalinisme.

La Caucase et son mouvement national toujours actif au cours de ces longues années d'oppression et de tyrannie bolcheviste manifeste de plus en plus, aujourd'hui, ses tendances nationales. Le sentiment de communauté d'intérêts et de solidarité des peuples du Caucase croît de plus en plus. La situation géographique du Caucase, son voisinage avec l'Iran et la Turquie jouent un rôle d'importance dans cette question. Ces voisins immédiats et amis sincères de ces deux Etats commencent à tourner leurs regards vers ceux qui éprouvent quelques craintes en présence du développement inquiétant des forces de l'U.R.S.S. et l'on se souvient alors de l'époque tsariste et de son impérialisme dont la Russie d'aujourd'hui a capté l'héritage, sous un nom et une couleur différents. Inutile d'ajouter que les bolcheviks développent chez eux les mêmes idées qui ont autrefois servi de nourriture à tout l'impérialisme russe. Se voyant démasqués, les bolcheviks commencent à adopter une autre tactique : car ils croient à la possibilité pour le Proche-Orient de se joindre à une coalition anti - communiste. C'est pourquoi, ils suppriment tous ceux qui, dans leurs rangs sont suspectés, à tort ou à raison, d'avoir quelque sympathie envers les pays au sud de l'U.R.S.S. En cela ils trouvent une indication dans le travail des séparatistes qui, tout naturellement, ont

leurs regards tournés vers les frontières méridionales.

Ne voulant pas appeler par leur nom les séparatistes et les nationalistes caucasiens, les bolcheviks les désignent sous l'appellation générale de « trotskiste ». Et cela se conçoit, attendu que s'ils arrêtaient des nationalistes et des séparatistes, ce serait reconnaître qu'un tel mouvement existe. Eux qui propagent partout, que l'U.R.S.S. est le paradis rêvé pour les nationalités ne sauraient admettre l'existence d'un mouvement tendant à s'affranchir du joug moscovite. Ce serait en un mot, un aveu qu'ils n'ont garde de laisser échapper.

Nous devons souligner une fois de plus que le travail qui se fait sur le pan de complète solidarité entre peuples du Caucase et en toute indépendance de tiers donne de plus en plus des résultats heureux. Dans le même temps les rangs des séparatistes s'élargissent, englobant de nouveaux éléments, ennemis de la veille, les communistes désenchantés.

Les bolcheviks ne l'ignorent point, aussi prennent-ils leurs précautions en vue d'arrêter ce mouvement, aujourd'hui irrésistible. Moscou a recours à des méthodes défensives, mais il est déjà trop tard. Le grain, semé un peu partout commence à germer. Le mécontentement créé par la politique stalinienne des nationalités s'aggrave de plus en plus, faisant sentir ses effets sur la situation intérieure de l'U.R.S.S. Cette politique pousse tous les nationalistes caucasiens à tourner leurs regards non vers le Nord, non vers Moscou, mais vers le Sud où ils trouveront toujours un gîte, un asile prêts à les recevoir.

Le mouvement d'indépendance croît avec une rapidité qui surprend, et l'on peut dire que le jour n'est pas éloigné où le Caucase sera libre en dépit des arrestations et des persécutions dont sont victimes nos frères Caucasiens, de la par des bolcheviks, sous quelque forme que ces persécutions s'exercent.

**

La fête de l'indépendance du Caucase

Le jeudi 27 mai, les Caucasiens de Paris ont fêté en commun le jour anniversaire de l'indépendance du Caucase. A cet effet, les Caucasiens et leurs amis ainsi que les invités se sont réunis dans les salons de « la Marquise de Sévigné » sur les Grands Boulevards. A la réception, qui fut des plus réussies, assistaient de nombreuses personnalités. Les représentants des peuples du Caucase mon-

trèrent un fois de plus leur solidarité dans la lutte engagée pour la libération du Caucase et pour une vie meilleure au sein de la future confédération caucasienne. Nos amis de l'Idel-Oural, du Turkestan, de l'Ukraine partagèrent avec nous nos sentiments et espoirs. Comme d'habitude, quelques Français de marque qui ne cachent point leur sympathie pour notre cause avaient tenu à ve-

nir s'associer à notre fête. Dans une courte allocution, M. Noé Jordania, le plus ancien homme politique du Caucase, ancien président du gouvernement de Géorgie, rappela que notre désir, notre cause, notre idéal étaient communs, que nous poursuivons le même but et que par consé-

quent notre future vie doit être unie pour le plus grand bonheur de notre patrie.

Commencée à 4 heures, la réception prit fin à 7 heures. En se retirant, chacun de nous emporta l'espoir de voir bientôt se lever de meilleurs jours pour notre pays.

Revue de la presse

Le journal **L'Action nationale** qui paraît à Genève publie un intéressant entrefilet sur « La question russe et l'Europe ». En voici un aperçu :

Au nombre des nationalités opprimées par le pouvoir soviétique, la population cosaque comptant plus de huit millions d'âmes est une de celles qui a conservé le plus de vitalité. Cette nation guerrière et indomptable fut dès l'avènement du régime soviétique l'objet de persécutions atroces. Villages rasés, déportation de tous les habitants, extermination par les gaz, tout fut mis en œuvre par les communistes pour faire disparaître la population cosaque.

Depuis quelques mois, Staline a changé de tactique. Par crainte d'événements extérieurs, il s'efforce de reconstituer la force militaire des Cosaques pour les transformer en reîtres de son empire.

La revue **Les Cosaques Libres**, paraissant à Paris, expose la question qui se pose pour l'Europe :

Au nombre des erreurs commises par les liquidateurs de la guerre et qui s'amoncellent déjà en une véritable pyramide de Chéops, la plus grave et, en même temps, la moins connue est certainement la reconstitution de l'empire russe, effectuée avec le concours efficace des arbitres de l'Europe d'antan. Au lieu d'aider, conformément aux principes de Wilson les peuples à disposer d'eux-mêmes, ou, du moins, au

lieu de les laisser tranquilles dans leur lutte contre Moscou et contre le bolchevisme, l'Entente faisait pression sur ses alliés et ses protégés de l'Orient pour enrayer leurs efforts, en même temps qu'elle favorisait puissamment les généraux blancs qui combattaient avant tout contre les Républiques nationales, et ensuite seulement contre les bolcheviks.

Les historiens impartiaux établiront, sans aucun doute, que le bolchevisme dut son existence à cette intervention maladroite de l'Europe qui permit d'écraser les Etats nationaux entre le marteau blanc et l'enclume rouge et en les rattachant de nouveau à la Russie, d'en faire au lieu du rempart de l'Europe contre la menace rouge, les tranchées les plus avancées du communisme, du panslavisme ou de l'impérialisme moscovite.

Ce fut déplorable est, sans aucun doute, à la base de la crise politique et économique qui ébranle actuellement le monde entier. La raison de tous ces maux se trouve certainement à Moscou et persistera aussi longtemps qu'existera l'organisme étatique appelé l'U.R.S.S. Durant ces dernières années l'Europe s'est trouvée plus d'une fois au bord du précipice. La menace d'une catastrophe finale n'est point encore écartée. Ce n'est qu'au moment où le cataclysme sera sur le point d'éclater que Moscou jettera bas son masque et que le monde entier pourra

connaître ses véritables desseins tant de fois renoncés par les politiciens clairvoyants.

En ce moment fatidique tout dépendra de l'attitude des nationalités de l'U.R.S.S., ces mêmes nationalités que l'Europe a combattues naguère avec tant de succès par les armes de Dénikine, a combattues pour conserver les bases de l'empire qui sont automatiquement devenues les bases du bolchevisme. Opprimés par les bolcheviks et trompés par l'Europe ces peuples devront prendre leur ligne de conduite. Ou bien, ils se ruèrent sur l'Europe à l'avant-garde des troupes russes, ou bien ils saisiront l'occasion de se révolter à nouveau et l'élan de Moscou sera brisé à son début, car les éléments nationaux constituent presque une moitié (plus de 70 millions) de la population

de l'U.R.S.S., moitié plus saine et plus riche,

Staline et son entourage ont déjà compris ce danger et ont changé brusquement la politique intérieure pour tâcher de réintégrer l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en un nouveau monolithe russe. Les dirigeants de l'Europe actuelle le comprendront-ils ? Accepteront-ils enfin l'idée de la division de l'empire russe, rouge ou blanc, comme ils ont accepté en son temps, la division de l'Autriche-Hongrie, de l'indépendance de la Pologne et des pays baltes, ou bien demeureront-ils, comme il y a vingt ans, perplexes et interdits pour se réveiller quand il sera trop tard et quand la « tempête sur l'Asie » déferlera sur toute l'Europe ?

CHRONIQUE

Azerbaïdjan

Les persécutions en Azerbaïdjan

Des nouvelles de source certaine confirment que les Bolcheviks continuent et même renforcent leurs persécutions en Azerbaïdjan. Le long de la frontière de l'Iran, la population est déportée en masse vers la Sibérie et la Russie Centrale.

Dès la réception de ces nouvelles, Monsieur le Dr. Mir Yacoub bey, Président par intérim de la Délégation d'Azerbaïdjan, se rendit à Genève où il fit toutes les démarches nécessaires, afin de mettre l'opinion publique des pays civilisés, au courant de la situation du peuple Azerbaïdjanien, opprimé sous le joug étranger.

La fête de l'indépendance de l'Azerbaïdjan

Le Dr. Mir Yacoub bey, vient de recevoir de nombreuses lettres adressées au nom du Comité National Azerbaïdjanien et de la Délégation d'Azerbaïdjan. Ces lettres lui parviennent de tous les coins, plus particulièrement de Turquie et d'Iran, où se trouve l'émigration azerbaïdjanienne. Dans ces lettres les azerbaïdjanien expriment leur joie profonde et leur espoir en la libération prochaine de leur Patrie. Ils ont la ferme conviction que les chaînes de l'oppression seront bientôt brisées et que l'Azerbaïdjan renaîtra à une nouvelle vie, heureuse cette fois, dans la grande famille des peuples libres du monde.

Les Azerbaïdjanais qui se trouvent à Paris ont fêté le 28 Mai, dans l'intimité, le 19ème anniversaire de la Proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Les amis et les voisins de l'Azerbaïdjan se sont trouvés réunis dans une atmosphère de sincère cordialité.

Le Dr. Mir Yacoub bey félicita ses compatriotes et dans une courte allocution, il leur souhaita la libération prompte de la Patrie, des mains de l'ennemi séculaire. Puis il lut quelques lettres reçues par lui, adressées au Comité National, et à la Délégation d'Azerbaïdjan, à l'occasion de cette mémorable journée. La fête se prolongea ensuite dans la même atmosphère de cordialité et d'intimité et les Azerbaïdjanais montrèrent une fois de plus leur ferme espoir dans le succès final de la cause nationale.

Avant de se réunir, les collaborateurs de feu Ali Mardan Bey Toptchibachi firent une visite à sa veuve et, avec elle, ils allèrent s'incliner sur la tombe de leur ancien Président rendant ainsi hommage à la mémoire de celui qui fut un des pionniers de l'Indépendance Azerbaïdjanienne.

Azerbaïdjan à l'Exposition de Paris 1937

Nous lisons dans le *Bakinski Rabotchi* du 11 février dernier on trouve l'énumération des travaux, œuvres d'art et objets en préparation ou déjà prêts et qui sont destinés à être envoyés à l'Exposition Internationale de Paris.

De Konahkend, de Kouba, de Divitchi, de Kazah, de Chemakha, de Noukha sont parvenus à Bakou tout un lot de tapis, de tissus de soie, de

mouchoirs, de chales, de serviettes richement brodées, d'objets etc.

De remarquables tapis ont été présentés par la famille Moussabekov du village de Perebidil, rayon de Divitchine, par la kolkhozienne Anna Hassan Kizi de Kazah, par Azim Babayev du rayon de Kazah, par le kolkhozien Baïram Djafarov de ce rayon.

De beaux spécimens d'objets en cuivre venus de différentes localités du pays, tels que chaudrons, aiguillères aux formes les plus variées, sont sur le point d'être envoyés à Paris avec tout un choix d'objets d'orfèvrerie : boîtes, chasses, boucles d'oreille, ornements de ceinture en filigrane, broches, bracelets, etc.

D'un grand intérêt sont les instruments populaires de musique d'Azerbaïdjan avec leurs incrustations du plus bel effet.

Dans le domaine des arts appliqués on trouve les remarquables travaux de M. Narimanov qui a préparé quelques sujets pour l'Exposition de Paris. L'un de ces travaux sur bois représente M. Staline recevant une déléguée azerbaïdjanienne, Mamleket Nahangova, le vol de Tchhalov, un bas-relief représentant M. Staline sur la Place Rouge.

Un choix de livres sur les œuvres littéraires populaires d'Azerbaïdjan a été également fait en vue de leur envoi à Paris.

Le théâtre azerbaidjanien sera représenté par une série de maquettes théâtrales, œuvre des artistes Moustafaev, Fatoullaev, Verseladzé, Tikhomirov, etc. Un lot de photographies, de maquettes, représentant des vues de villes d'établissements, d'édifices témoignera des changements opérés dans la vie de l'Azerbaïdjan.

Ukraine

Le vingtième anniversaire de la Rada Centrale, premier Parlement de la République Démocratique Ukrainienne.

Nous donnons ci-dessous in extenso la proclamation solonelle lancée à l'occasion du vingtième anniversaire de la constitution de la Rada Centrale par le Gouvernement en exil de la République Démocratique Ukrainienne.

Peuple Ukrainien !

Vingt ans ont passé du jour où la Rada Centrale, premier Parlement révolutionnaire de la libre Ukraine, de l'Ukraine ressuscitée, s'établit à Kiev. C'est à elle qu'allait incomber la haute mission de faire revivre dans la République Démocratique Ukrainienne, cet ancien et glorieux Etat Ukrainien dont les preux chevaliers et les régiments de cosaques défendaient l'honneur, les biens et la liberté du peuple ukrainien. C'est la Rada Centrale, la première, et personne d'autre, qui a repris la lutte armée, interrompue depuis Mazepa et Orlik, de l'Ukraine contre son ennemie du Nord — Moscou, contre ceux qui envahirent la terre ukrainienne, lui enlevèrent son indépendance, pillèrent ses richesses, enchaînèrent et asservirent la libre nation ukrainienne par de perfides mensonges et la plus cruelle oppression.

La Rada Centrale a repris la lutte armée, l'Ataman en Chef Simon Petlura l'a continuée à son tour, et nous, nous avons à la terminer.

La Rada Centrale s'est constituée

par l'union des fils les plus fidèles du peuple ukrainien, de ceux qui n'ont ni renié leur foi en l'Ukraine, ni abandonné leur œuvre pendant la pénible période du régime tsariste et qui ont conservé intacte leur confiance jusqu'au jour de la révolution.

Voici en effet quel fut le début de la Rada Centrale: les patriotes ukrainiens conscients s'étaient groupés pour former des organisations nationales; c'est avec les représentants de ces organisations que fut composée la Rada Centrale.

Ce groupement constitué d'éléments parmi les plus fidèles, réveilla et groupa autour de lui, les forces populaires assoupies. Il a suffi d'une petite étincelle partie de la conscience nationale, pour que la Rada Centrale allumât le brasier d'un grand mouvement de tout un peuple. La Volonté du peuple ukrainien d'être seul sur son sol, sans tutelle étrangère, d'être son propre maître, murit peu à peu, se concentra et trouva son expression dans la Rada Centrale.

Soutenue par les forces nationales réveillées, la Rada Centrale passe des demandes d'autonomie à la proclamation de la République Démocratique Ukrainienne et, par la IV^e proclamation (Universal) supprime pour toujours ce qui avait apporté tant de malheurs et d'humiliations à l'Ukraine — l'union politique avec la Moscovie.

Dès cet instant, l'Ukraine reste et restera toujours pour nous la République Démocratique Ukrainienne indépendante et libre.

Depuis la proclamation par la Ra-

da Centrale du IV^e Universal, les Ukrainiens savent pour quelle cause ils luttent et ce qu'ils désirent. Le monde entier connaît leur lutte. C'est pour les idéaux proclamés par la Rada Centrale que les soldats de l'armée de la République Démocratique Ukrainienne commandés par le Chef Suprême, Simon Petlura, ont versé leur sang; c'est pour l'Ukraine Indépendante que le Chef Suprême lui-même a versé le sien; c'est pour l'accomplissement de la tâche inachevée que lutte encore notre émigration militaire et civile, sous la direction de notre Gouvernement. C'est la réalisation de l'idéal national qu'attend le peuple ukrainien enchaîné et spolié.

C'est pourquoi, au moment même où un nouveau conflit mondial apparaît à l'horizon, conflit au cours duquel l'empire bolchévik ne pourra pas plus se maintenir que ne l'a pu l'empire des tsars pendant la Grande Guerre, au moment, disons-nous, où les meneurs bolchéviks, mortellement inquiets pour leur toute puissance, s'entretuent et où l'heure du règlement des comptes approche, pour le sang de notre jeunesse tombée sous Krouty, pour le sang des héros fusillés à Bazar, pour les souffrances endurées par nos prisonniers politiques aux îles Solovetzki, pour la mort de millions d'hommes, de femmes et d'enfants affamés, pour le sang de notre héros national, pour toutes les souffrances qu'a subies l'Ukraine, — le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne te rappelle, peuple ukrainien,

que Moscou bien qu'ayant envahi l'Ukraine et causé la mort de son Chef Suprême, Simon Petlura, n'a pas anéanti la République Démocratique Ukrainienne. Son Gouvernement et son armée existent toujours et, la main dans la main, tous deux travaillent pour la délivrance de leur patrie. Est-il besoin d'ajouter que le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne n'est pas resté seul dans sa lutte car avec lui combattent fraternellement unis pour la suppression de la prison moscovite des peuples et pour la libération de leurs pays, les gouvernements et la masse des émigrés des autres peuples opprimés par Moscou. Et l'on sait, qu'avec l'Ukraine, ils constituent plus de la moitié de la population de l'Union soviétique.

Les Ukrainiens et nos frères, les Cosaques du Kouban, les Géorgiens, les Azerbaïdjanais, les Montagnards du Caucase, les Turkmènes, les Caréliens, les Ingres, les Kazakh-Kirghizes, les Uzbeks, les Bachkirs, les Zirianes, les Tartares et nombre d'autres peuples se battront contre Moscou, non point séparément, mais unis sous un même idéal, sous un même drapeau, le drapeau de l'Indépendance.

Le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne t'invite, peuple d'Ukraine, à être prêt pour la lutte sous les glorieux drapeaux de la République Démocratique Ukrainienne, pour l'accomplissement final de la cause, que voici 20 ans, commença à réaliser la Rada Centrale.

E5114E
1937

IMPRIMERIE
DE NAVARRE
5, rue des Gobelins
PARIS 13^e
